



OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT

Rapport Annuel 2013

Sommaire

▶ PREAMBULE	3
▶ PRESENTATION	4
▶ EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS	6
▶ RESSOURCES HUMAINES	9
▶ RESSOURCES FINANCIERES	9
▶ STATIONS D'EPURATION	10
▶ REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES	12
▶ GESTION DES BOUES	14
▶ ASSAINISSEMENT DES QUARTIERS POPULAIRES	15
▶ INTERVENTION EN MILIEU RURAL	15
▶ INDICATEURS DE L'ENERGIE	16
▶ ASSAINISSEMENT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES	16
▶ GRANDS PROJETS	18
▶ RENFORCEMENT DES CAPACITES	21
▶ SYSTEME QUALITE	22
▶ PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVE	23
▶ COOPERATION INTERNATIONALE	24

PREAMBULE

Le secteur de l'Assainissement a enregistré au cours de l'année 2013, la mise en œuvre des divers programmes et projets visant à développer l'infrastructure de base portant sur les réseaux et stations d'épuration, la création, l'extension et la mise à niveau, outre la poursuite de la mise en œuvre du programme national d'assainissement des quartiers populaires et des zones rurales, et ce, nonobstant la situation exceptionnelle que continue à vivre notre pays.

Au cours de cette période sensible l'accent a été mis sur les orientations et les stratégies suivantes :

- Poursuite du programme de généralisation de l'assainissement en milieu urbain, notamment dans les gouvernorats à faible taux de raccordement et les villes dont le nombre d'habitants excède les 10.000, et poursuite des programmes spéciaux des quartiers populaires.
- Mise en place d'une stratégie pour l'assainissement des villes dont le nombre des habitants ne dépasse pas les 10.000.
- Mise en place d'une stratégie pour l'assainissement des zones rurales.
- Mise à niveau des réseaux vétustes et des stations d'épuration qui connaissent une baisse de rendement, et partant, une incapacité d'absorber des quantités supplémentaires d'eaux usées.
- Amélioration de la qualité des eaux traitées (conformité aux normes) et amélioration du rendement de l'opération de traitement.
- Maîtrise de l'énergie et promotion de la production du biogaz.
- Rationalisation de la gestion des rejets industriels, réduction de son incidence sur le rendement des stations d'épuration et création, en cas de besoin, de stations spécifiques pour les eaux usées industrielles.
- Promotion de la réutilisation des eaux usées traitées.
- Renforcement des capacités et adoption de nouvelles technologies.
- Amélioration de la gouvernance du secteur et consolidation du partenariat avec le secteur privé.

L'Office s'attelle également à prendre en charge la réduction des impacts négatifs sur l'environnement, résultants des activités d'assainissement, à l'instar du rejet des eaux traitées dans le milieu naturel, la réutilisation des eaux traitées, la gestion des boues et le traitement des odeurs ; outre l'action continue visant la sauvegarde des équilibres financiers en vue d'assurer la pérennité et la durabilité du secteur.

PRESENTATION

CREATION

L'Office National de l'Assainissement a été créé en vertu de la loi n° 73/74 du 03 août 1974, en tant qu'entreprise publique à caractère industriel et commercial. L'ONAS avait pour mission la gestion du secteur de l'assainissement. La loi n° 41/93 du 19 avril 1993 portant révision de la loi 73/74 a hissé l'ONAS du niveau de gestionnaire du réseau des eaux usées à celui d'intervenant principal dans le domaine de la protection de l'environnement hydrique dans ses zones d'intervention.

MISSIONS

- Lutte contre toutes les formes de pollution hydrique qui relèvent de ses prérogatives.
- Gestion, exploitation maintenance, renouvellement et mise en place de tout ouvrage d'assainissement des municipalités prises en charge en vertu d'un arrêté, à l'instar des stations d'assainissement, des stations de pompage, des réseaux et des émissaires marins.
- Planification, mise au point et réalisation de projets au profit de l'Etat et des collectivités locales.
- Promotion de la valorisation des produits des stations d'épuration en eaux traitées et boues



COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

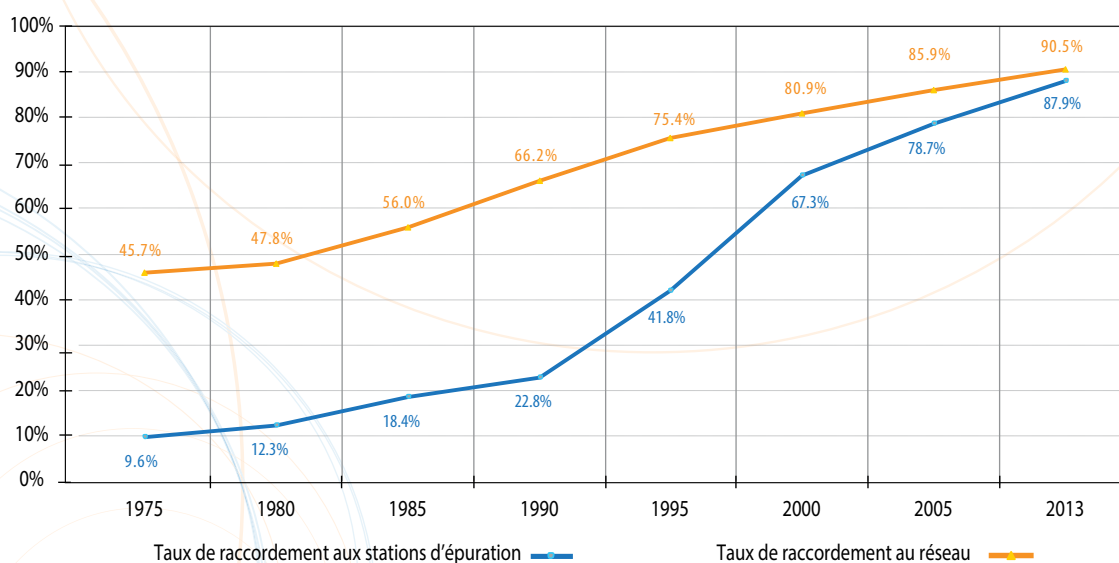
Président du conseil :	Président Directeur Général
Membre représentant :	la Présidence du Gouvernement
Membre représentant :	le Ministère de l'Intérieur
Membre représentant :	le Ministère chargé de l'environnement
Membre représentant :	le Ministère des Finances
Membre représentant :	le Ministère du Développement et de la coopération Internationale
Membre représentant :	le Ministère de l'Agriculture
Membre représentant :	le Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable
Membre représentant :	le Ministère de la Santé Publique
Membre représentant :	la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE)
Membre représentant :	l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement
Membre représentant :	les communes.



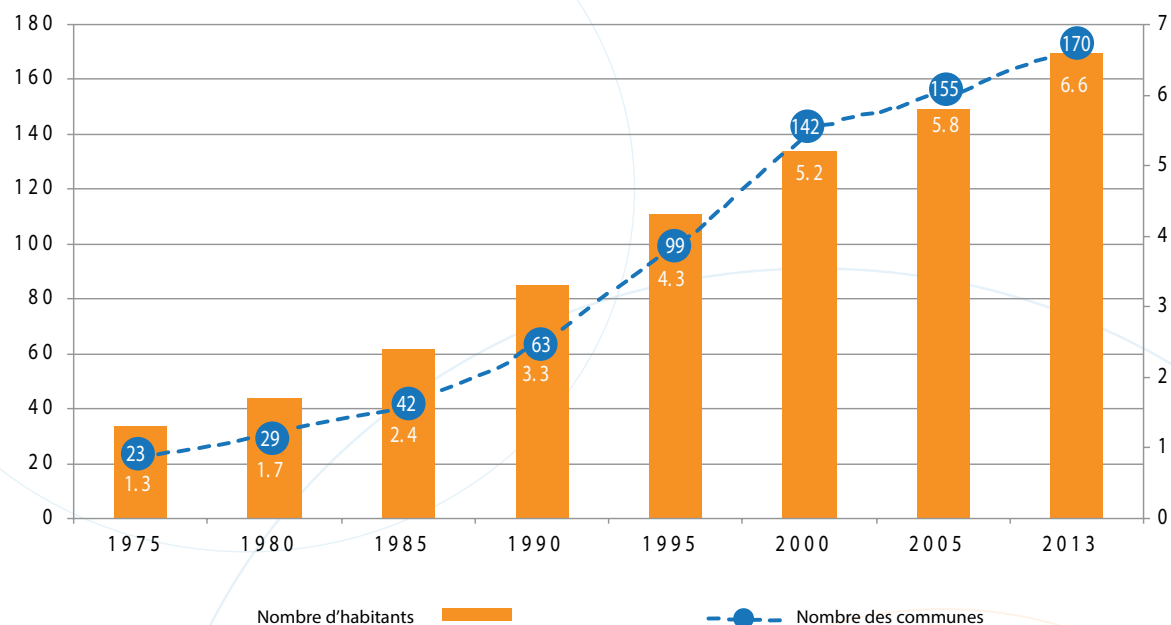
EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS

Indicateur	Unité	2012	2013
Nbre des communes prises en charge	Commune	165	170
Nbre d'habitants des communes prises en charge	Million d'ha	6,5	6,6
Nbre d'habitants branchés au réseau d'assainissement dans les communes prises en charge	Million d'ha	5,9	6,0
Taux de raccordement au réseau public d'assainissement dans les zones d'intervention de l'Office	%	90,0%	90,5%
Nbre de clients	1000 clients	1655	1697
Nbre des stations d'épuration	Station	110	110
Volume des eaux usées collectées	Million m3	238	235
Volume des eaux traitées dans les stations d'épuration	Million m3	232	230
Linéaire du réseau public d'assainissement	Km	15364	15626
Curage du réseau public d'assainissement	Km	7436	6770
Nbre des stations de pompage	Station	721	726

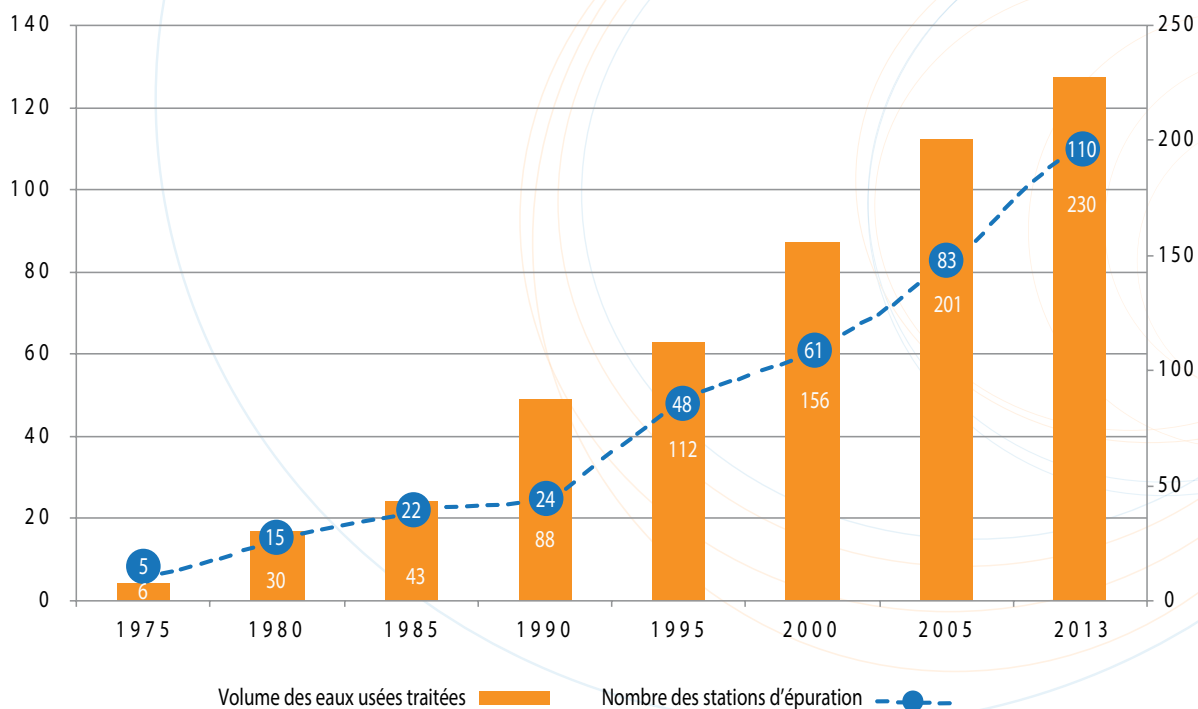
EVOLUTION DES TAUX DE RACCORDEMENT AU RESEAU ET AUX STATIONS D'EPURATION

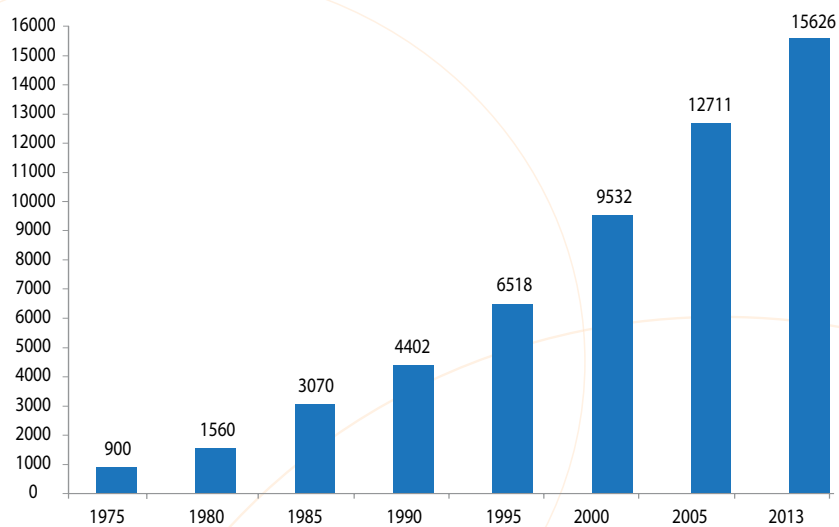


EVOLUTION DU NOMBRE DES MUNICIPALITES ET DES HABITANTS DANS LES ZONES D'INTERVENTION DE L'ONAS

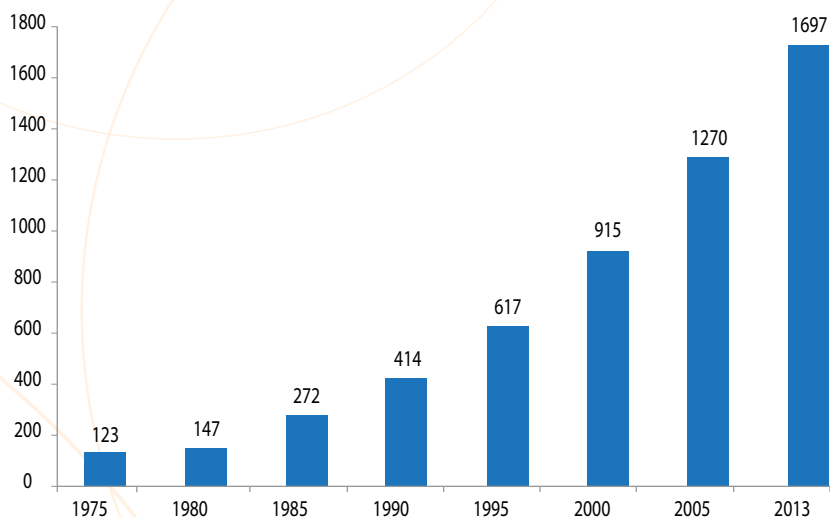


EVOLUTION DU NOMBRE DES STATIONS D'ÉPURATION ET DU VOLUME DES EAUX USEES TRAITEES

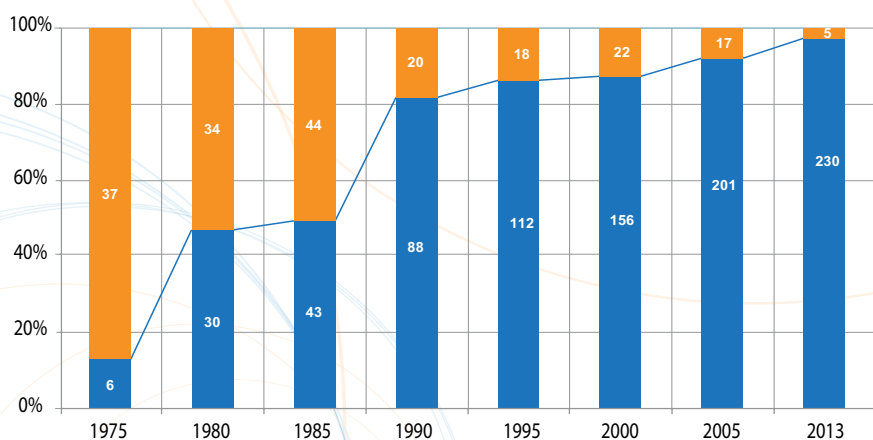




Evolution du linéaire du réseau (Km)



Evolution du nombre des clients (x 1000)



Evolution du volume des eaux usées traitées par rapport au volume des eaux collectées (M m3)

RESSOURCES HUMAINES

Le nombre des agents a atteint, fin 2013, les 4293 agents, dont 484 cadres, soit un taux d'encadrement de 11,2 %, contre 5123 agents et 525 cadres fin 2005 ; sachant qu'un concours de recrutement a été ouvert au titre de l'année 2013. Un comité ministériel, réuni le 03 avril 2013, a pris la décision de remplacer les retraités jusqu'à fin 2016.



Agents	2005	2013
Cadres	525	484
Maitrise	832	841
Exécution	3766	2968
Total	5123	4293
Taux d'encadrement	10,25 %	11,27 %

RESSOURCES FINANCIERES

1. BUDGET D'INVESTISSEMENT

L'enveloppe globale des investissements réalisés au cours de l'année 2013 a atteint environ 94,1 millions de dinars contre des prévisions de l'ordre de 133 MD, soit un taux de réalisation d'environ 70,7 %.

Pour l'année 2012, l'enveloppe des investissements était de l'ordre de 88,77 MD.

Les investissements sont financés comme suit :

- Budget de l'Etat : 40 %
- Prêts et dons : 60 %

Sachant que le nombre des projets qui rencontrent des difficultés (foncières...) sont de l'ordre de 28 projets répartis sur 10 gouvernorats, pour un coût global de 65 MD.



2. CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation ont atteint, en 2013, environ 231 MD contre 237 MD en 2012.

Ces charges ont été financées comme suit :

- Redevances d'assainissement : 140 MD (60,7 %)
- Participation de l'Etat : 84 MD (36,5 %)
- Autres services : 6,5 MD (2,8 %)

STATIONS D'EPURATION

Le nombre des stations d'épuration est de 110 stations dont 101 stations en milieu urbain, deux stations dédiées au traitement des eaux usées industrielles et 7 stations en milieu rural.

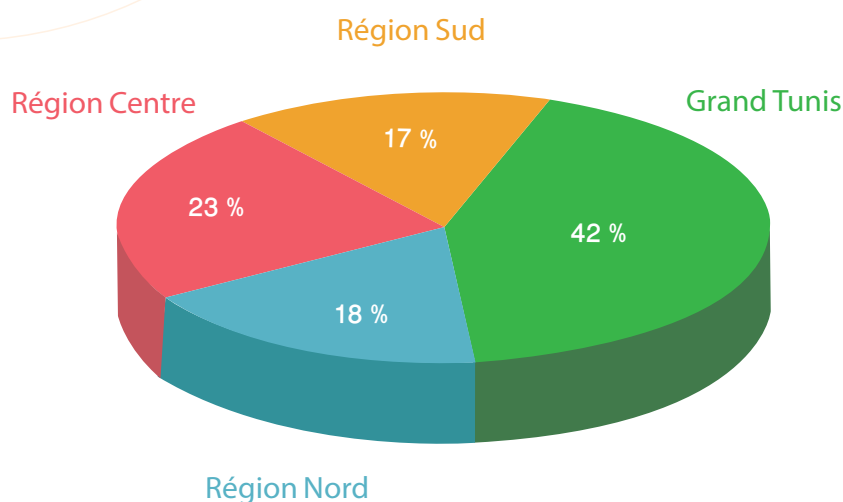
En 2013, les stations d'épuration ont permis de traiter 230 millions de m³ d'eaux usées.

La capacité de traitement pour l'ensemble des STEP est de l'ordre de 880 mille m³ / jour.

La capacité de traitement biologique est de 400 tonnes de DBO₅ / jour

Il est à noter que les stations qui ont dépassé 15 ans d'exploitation font l'objet d'un programme de réhabilitation et d'extention

REPARTITION DES EAUX USEES TRAITEES SELON LES RÉGIONS



REPARTITION DES STATIONS SELON LES PROCEDES DE TRAITEMENT EN MILIEU URBAIN

TRAITEMENT PAR BOUES ACTIVÉES (La majorité des stations d'épuration)

A faible charge (77 stations)



Le rendement épuratoire est de 92%

A moyenne charge (8 stations)



Le rendement épuratoire est de 90%

TRAITEMENT PAR LAGUNAGE

Aéré (7 stations)



Le rendement épuratoire est de 78%

Naturel (7 stations)



Traitement des eaux usées industrielles (2 stations)



Démarrage du programme de création de stations spécifiques dans les zones industrielles

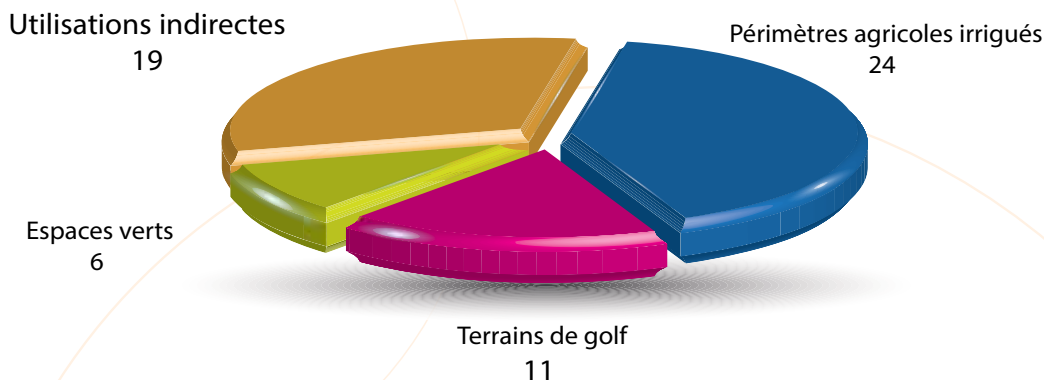
Traitement par lit bactérien (2 stations)



Le rendement épuratoire est de 97%

REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES

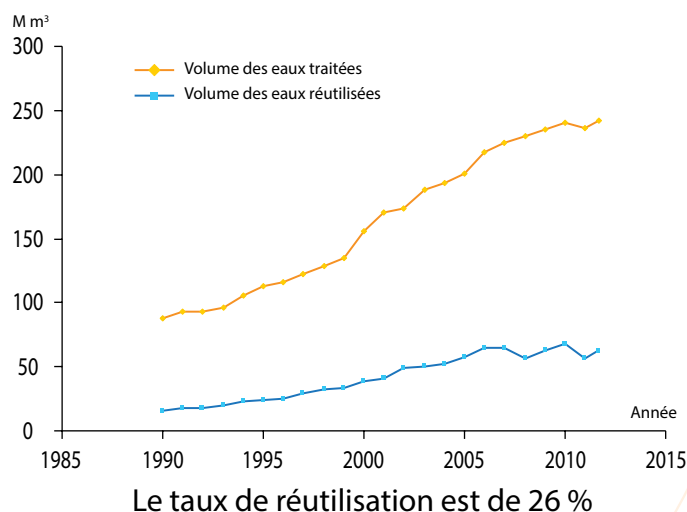
Répartition du volume des eaux traitées réutilisées
selon les domaines d'utilisation (60 millions de m³)



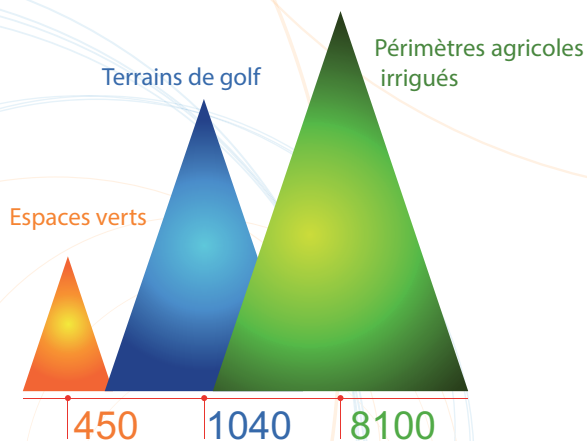
Cultures irriguées à l'eau traitée



Evolution du volume des eaux traitées réutilisées



Superficies irriguées à l'eau traitée (9590 ha)



Tarif des eaux traitées et coût d'exploitation dans les périmètres irrigués

Depuis le début de l'année 1997, le tarif du m³ des eaux traitées utilisées dans le domaine agricole est fixé à 20 millimes. La moyenne du coût d'exploitation des périmètres irrigués varie entre 43 millimes le m³ (dans le périmètre irrigué de Béja) et 200 millimes le m³ (dans le périmètre irrigué de Jerba Aghir). Il en découle une moyenne du taux de couverture des coûts d'exploitation qui varie entre 10 % et 47 %.

PROGRAMMES VISANT LA PROMOTION DE LA REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES

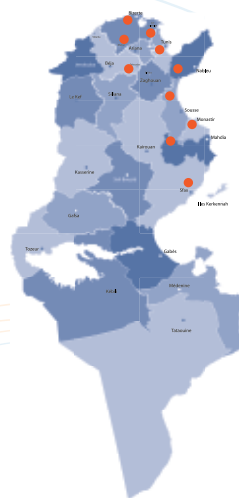
MAITRISE DE LA QUALITE DES EAUX USEES TRAITEES

- Extension et réhabilitation de 19 stations d'assainissement dans les petites et moyennes villes, outre la réhabilitation de 130 stations de pompage (financement de la Banque Allemande de Développement-KFW).
- Mise à niveau et réhabilitation de 30 stations d'épuration (financement de la Banque Africaine de Développement-BAD).



MAITRISE DES EAUX USEES INDUSTRIELLES REJETEES DANS LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

Programme de création de 9 stations d'épuration des eaux usées industrielles et réhabilitation de la station sise à Ben Arous. Ces créations concernent les régions de : El Fejja et le bassin de l'Oued el Bey à Nabeul, Utique à Bizerte, Moknine, Sfax, Enfidha, Bizerte, Monastir et Medjaz El Bab.



TRANSFERT DES EAUX TRAITEES A TUNIS NORD

Ce programme se propose d'éliminer le rejet des eaux usées traitées à l'Oued El Khalij à Raoued et de les transférer vers les superficies destinées à leur réutilisation. Celles-ci concernent dans une première tranche le périmètre irrigué de Borj Touil.

PROGRAMME DE GESTION DES BOUES

Ce programme vise à maîtriser davantage la qualité des produits de l'assainissement et à promouvoir leur valorisation. Un programme de travail a été mis au point à cet effet, avec comme objectif la gestion et la valorisation des boues dans trois circuits possibles, à savoir : L'agriculture (circuit vert), les cimenteries (circuit rouge) et les décharges (circuit noir).



AMENAGEMENT DE NOUVEAUX PERIMETRES IRRIGUES

Le Ministère de l'Agriculture a mis au point un programme visant à étudier et réaliser 8500 ha supplémentaires de périmètres irrigués, répartis sur l'ensemble du pays.

RECHARGE DES NAPPES

Une étude sur l'efficacité de la recharge des nappes en eaux traitées à El Fahs, Boumerdès, El Knaies (Moknine), Ksour Essef, El Aouinet, El Hamma, Ouffissen (Mareth), et Oued Semmar (Médénine) a été élaborée. Des études détaillées portant sur la recharge des nappes de Mornag sont en cours d'élaboration.



GESTION DES BOUES

En 2013, les stations d'épuration en exploitation ont produit environ 200 mille m³ de boues sèches, dont 95 mille m³ provenant des stations d'épuration du Grand Tunis. L'opération de séchage des boues s'effectue à l'intérieur des stations de manière naturelle ou mécanique. Ces boues sont confinées dans des décharges spéciales et in situ, dans les stations d'épuration.

En concrétisation de l'étude stratégique sur la gestion des boues, un programme de travail a été mis au point. Sa première tranche, dont le coût est évalué à 23 MD, financés par la KFW, est en cours d'exécution.

VALORISATION DES BOUES DANS LE DOMAINE AGRICOLE

Un programme pilote d'épandage des boues a été mis en exécution. Il s'étend, dans une première étape, sur cinq années (2008-2012), afin de permettre aux propriétaires des exploitations agricoles de se familiariser avec l'utilisation des boues et d'être au fait de leur rentabilité positive. Ce programme est actuellement en phase d'évaluation afin d'en généraliser l'utilisation.

REHABILITATION DES FILIERES BOUES DANS 10 STATIONS D'EPURATION

Il s'agit des stations de Chotrana 1 et 2, la station de Meliane Sud 1 et 2, Hammamet sud, Kairouan, Nabeul SE4, Sousse nord, Sousse sud, Bizerte, Monastir Frina et Béja. Ces stations produisent 70 % du volume total des boues (Travaux en cours d'exécution).

VALORISATION ENERGETIQUE DES BOUES

Un programme a été mis au point pour la valorisation des boues et la production de l'énergie électrique et thermique par le biais du biogaz, produit par les unités de digestion des boues dans plusieurs stations et en cours d'exécution sur deux tranches. La première couvre 5 stations d'épuration, à savoir celles de Nabeul SE4, Sousse Hamdoun, Moknine, Mahdia et Gafsa.

ELABORATION 4 PLANS DIRECTEURS REGIONAUX

Les études relatives à la majorité des tranches ont démarré

REALISATION DE DECHARGES REGIONALES

- Décharge d'El Attar : L'étude d'exécution a été finalisée
- Décharge contrôlée de Mornaguia : Une enquête sociologique a été menée et deux sessions de vulgarisation ont été organisées afin de faire connaître le projet et permettre son adoption par les habitants de la région. En outre, des études ont été menées dans le but de chercher des sites adéquats pour la réalisation de décharges spéciales pour les boues dans les régions du nord, du sud et du centre.



ASSAINISSEMENT DES QUARTIERS POPULAIRES

Les travaux se poursuivent pour la réalisation du programme national d'assainissement des quartiers populaires financé par l'Agence Française de développement AFD. En effet, les travaux d'assainissement de 12 quartiers populaires pour l'année 2013 sont achevés, portant le nombre des quartiers populaires assainis depuis le démarrage du programme à environ 910 quartiers profitant à environ 1,2 million d'habitants.

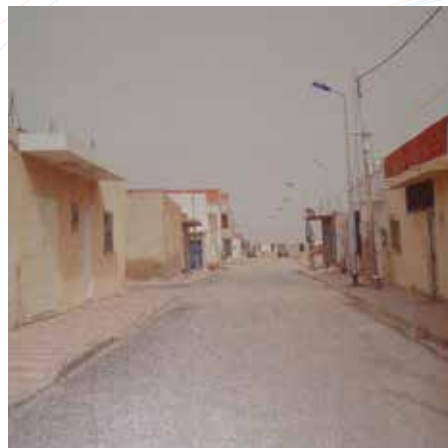
COMPOSANTES DU PROGRAMME

Projet	Nbre de quartiers	Nbre d'habitants	Nbre de logements	Nbre des stations de pompage	Linéaire du réseau (km)	Cout (MD)	Période de réalisation
1er projet	80	150.000	20.000	8	200	14	1989–1991
2ème projet	220	400.000	55.000	30	500	38	1992–1997
3ème projet	376	464.000	71.000	55	1100	85	1998–2007
4ème projet-1ère tranche	132	116.000	23.200	36	410	48	2004–2011
4ème projet-2ème tranche	226	230.000	40.000	31	660	67	2009–2016
5ème projet	200	211.000	35.600	38	564	63	2015–2019
Total	1234	1.571.000	244.800	198	3434	315	1989–2019

Avant intervention



Après intervention



INTERVENTION EN MILIEU RURAL

Le nombre des zones rurales assainies depuis le lancement du programme a atteint 25 zones, profitant à environ 31 mille habitants.

Par ailleurs, l'année 2013 a enregistré la publication des appels d'offre pour l'assainissement des zones rurales de Khazzanet, El Amra, El Aoueid dans le gouvernorat de Sfax et Nawal à Grombalia. Il a été également procédé à l'élaboration des dossiers d'appels d'offre pour l'assainissement des zones rurales de Telmine à Kebili et Tiba et Sidi Ismail à Béja. Les études exécutoires relatives à l'assainissement des autres zones seront également poursuivies.

L'année 2013 a aussi été marquée par l'achèvement de l'étude technique et institutionnelle relative à l'intervention en milieu rural. Les résultats de cette étude seront soumis au gouvernement pour décision.

INDICATEURS DE L'ENERGIE

EVOLUTION DES INDICATEURS DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE

Energie consommée	2012	2013	Différence
Electricité MT (GW/H)	97.70	88.67	9.03
Electricité BT (GW/H)	4.17	3.90	0.27
Total électricité	101.87	92.57	9.30
Cout de l'électricité	15.812	17.119	+1.307
Gasol (litre)	1889820	1711380	178440
Essence (litre)	890980	858580	-32400
Total carburant	2780800	2569960	-210840

EVOLUTION DES INDICATEURS SPECIFIQUES DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE

Indicateur	2012	2013	Observations
Eaux usées collectées (Million m ³)	236	229	12 millions m ³ dans les villes concédées aux entreprises privés en sous-traitance
Proportion de la pollution organique éliminée dans les stations exploitées directement par l'Office (t DB-o)	71000	66000	Léger recul due aux travaux en cours dans la station Chotrana1
Energie électrique consommée (GW/h)	101.9	92.6	Idem
Proportion d'énergie consommée par les stations de traitement	68.5 %	67.2 %	
Proportion d'énergie consommée par les stations de pompage	27.5 %	30.0 %	
Proportion d'énergie consommée par les batiments et autres installations	4.0 %	2.8 %	
Rendement total du traitement (KW/h/kg t DB5 éliminé)	0.98	0.94	Stabilité de l'indicateur durant des années en deça du seuil fixé à 1,5
Rendement total du pompage (KW/h m3)	0.13	0.14	Stabilité de l'indicateur dans les limites des moyennes en vigueur à l'UE
Cout d'achat de l'électricité MT (TTC)	0.152	0.182	En progression accélérée prévoyant la suppression du soutien de l'Etat à l'énergie
Cout d'achat de l'électricité BT (TTC)	0.224	0.251	Idem

ASSAINISSEMENT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'année 2013 a été marquée par le démarrage de l'étude portant sur la mise en place du mécanisme NAMA's ou des mesures nationales adéquates pour la réduction des émissions des gaz à effets de serre (GES) dans le secteur de l'assainissement ; outre le démarrage de l'inventaire national des GES, y compris celles provenant des installations d'assainissement, et ce, en coopération avec l'Agence Allemande de Coopération Technique (GIZ).

Pour ce qui est de l'étude de faisabilité pour la mise en place du mécanisme NAMA's dans le domaine de l'assainissement, elle vise essentiellement à déterminer les opportunités de réduction des gaz à effets de serre des installations d'assainissement et à proposer des projets à même de concrétiser cette réduction. Ces projets peuvent être en partie financés dans le cadre des mécanismes de financement offerts à la faveur de l'accord cadre des changements climatiques. Cette étude vise également à rationaliser davantage l'utilisation de l'énergie dans le domaine de l'assainissement, à valoriser les boues pour la production du biogaz et à prospecter les moyens propices pour l'utilisation des énergies renouvelables, à l'instar de l'énergie éolienne et solaire, afin de répondre à une partie des besoins du secteur.

En ce qui concerne l'inventaire national des GES, il constitue l'un des engagements internationaux dans le cadre de l'accord Onusien sur les changements climatiques. Cet inventaire couvre tous les secteurs y compris l'assainissement. L'Agence Nationale de Maitrise de l'Energie coordonne cet inventaire à l'échelle nationale. L'ONAS prend en charge l'inventaire des gaz générés par les activités d'assainissement.



GRANDS PROJETS

PROJET DE LA STATION D'EPURATION D'EL ATTAR (financé par la BIRD)

Les travaux de réalisation de deux systèmes de transfert des eaux usées traitées sont actuellement achevés. Quant à la station d'épuration, d'une capacité d'environ 60 mille m³ d'eaux/jour, les travaux y afférents reprendront bientôt après un arrêt qui dure depuis mars 2012. Les difficultés à l'origine de cet arrêt ont été surmontés.

PROJET D'ASSAINISSEMENT ONAS IV (Financé par la BEI)

On enregistre à l'heure actuelle :

- L'achèvement des travaux de réalisation de la station d'épuration Enfidha/Hergla ;
- En cours d'achèvement : les travaux d'assainissement de la zone de Sidi Hassine Sijoumi et des travaux relatifs au système de transfert des eaux usées ; outre l'assainissement de la zone de Sidi Frej dans les Iles Kerkennah ;
- En cours d'achèvement : les travaux de la station d'épuration de Menzel Temime et des réseaux de transfert des eaux ;
- En cours d'approbation du rapport de dépouillement des offres pour la réalisation de la station d'épuration de Tazarka/Somaa/Maamoura ;

PROGRAMME DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'OFFICE (Financé par l'AFD)

Les opérations suivantes ont été achevées :

- Réhabilitation d'environ 595 km de canalisation désuètes ;
- Renforcement du réseau par la pose d'environ 239 km de canalisations ;
- Réalisation d'environ 8590 boîtes de branchement ;

A signaler que les besoins ont dépassé les crédits alloués, ce qui a nécessité la programmation d'une deuxième tranche, dont l'étude de faisabilité est en cours d'élaboration.



PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES PETITES ET MOYENNES VILLES-DEUXIEME TRANCHE (Financé par la KFW)

Les actions suivantes ont été réalisées :

- Achèvement des travaux de pose du réseau à Bouarada, Sers et Jerissa ;
- Achèvement des travaux de la station d'épuration de Meknassi, en attendant l'achèvement des travaux de transfert des eaux assainies, l'achèvement des travaux de la station d'épuration de Jerissa et l'achèvement des travaux du réseau ;
- Poursuite des travaux des stations d'épuration de Bouarada, Sers et Mornaguia, ainsi que ceux relatifs à la pose du réseau à Meknassi et Makthar ;
- Obstruction du démarrage des travaux de réalisation de la station d'épuration de Makthar en raison d'une problématique foncière dans une première étape (problème dépassé), et exigence de l'entrepreneur de réviser le montant du marché (à cause de l'arrêt prolongé des travaux), dans une deuxième étape.

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE SOUSSE HAMDOUN (Financé par la KFW)

Achèvement des travaux de réhabilitation du canal de pompage des eaux usées vers la station d'épuration de Sousse Sud et consolidation du réseau à Msaken. Les travaux se poursuivent pour la consolidation du réseau de Khezama ouest, Bouhsina, Hergla, et Ksibet Sousse. Le rapport de dépouillement des offres pour la réalisation de la station d'épuration de Sousse Hamdoun et la réhabilitation de la station d'épuration de Sousse Sud a par ailleurs été approuvé. Les dossiers d'appels d'offre relatifs aux systèmes de transfert des eaux usées et épurées sont en cours d'achèvement.

PROGRAMME D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DE 19 STATIONS D'EPURATION ET 130 STATIONS DE POMPAGE (Financé par la KFW)

Des travaux ont été entamés pour la réhabilitation et l'extension des deux stations de Nabeul SE4 et Menzel Bouzelfa. Des marchés ont en outre été signés pour les deux stations de Gafsa et Sahline ; alors que celle de Mahares est en phase de dépouillement des offres. Pour ce qui est des stations de Sidi Bouzid et Grombalia, les appels d'offre y afférents ont été publiés; alors que les stations de Nefta, Kasserine, Mahdia, Ouerdanine, El Djem et Sidi Bouali sont en phase de lancement des dossiers de pré-sélection des entreprises. Des dossiers d'appels d'offre et des études sont en cours d'élaboration pour le reste des stations.



PROJET D'AMELIORATION DE LA QUALITE DES EAUX USEES TRAITEES (Financé par la BAD)

Ce projet comprend :

- Réhabilitation du système de traitement des eaux usées et des systèmes de transfert des eaux usées et transfert des eaux usées traitées relevant des 30 stations dans 17 gouvernorats ;
- Acquisition d'équipements roulants d'exploitation et d'équipements pour le traitement mécanique des boues ;
- Mise en place de systèmes de contrôle et de maîtrise à distance au profit des installations d'épuration ;
- Renforcement des capacités de l'Office en matière d'études, de suivi des travaux et d'exploitation ;

Trois appels d'offre nationaux ont été publiés concernant l'acquisition d'équipements d'exploitation et de maintenance.

L'Office poursuit actuellement l'élaboration des dossiers d'appels d'offre pour le reste des composantes du projet.

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE TUNIS NORD (Financé par la BIRD)

Ci-après les actions déjà entreprises :

- Signature du marché relatif aux travaux de transfert des eaux traitées vers le bassin de stockage ;
- Signature du marché relatif à l'étude de révision et de vérification de l'émissaire marin ;
- Signature en cours du marché relatif aux travaux de réalisation du bassin de stockage et d'une station d'épuration ;
- Approbation en cours du rapport de dépouillement des offres portant pré-sélection des entreprises qui seront chargées de réaliser les travaux de pose de l'émissaire marin ;
- Dépouillement en cours des offres techniques relatives aux études d'exécution de la station d'épuration de Tunis Nord.

PROGRAMME DE SEPARATION DES EAUX USEES INDUSTRIELLES DES EAUX DOMESTIQUES ET REALISATION DE 9 STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES (Financé par la KFW)

L'étude de faisabilité de ces stations est achevée. Un accord de prêt a été conclu, le 30/12/2013, avec la KFW d'un montant de 7,5 Millions d'Euros pour financer la première tranche de la première partie de ce programme. L'appel d'offre relatif à la station d'épuration industrielle du pôle technologique de Monastir a été diffusé. Par ailleurs, l'année 2013 a enregistré le démarrage des mesures d'accompagnement prioritaires aux niveaux institutionnel, légal et organisationnel pour assurer une meilleure gestion du traitement des eaux usées industrielles.



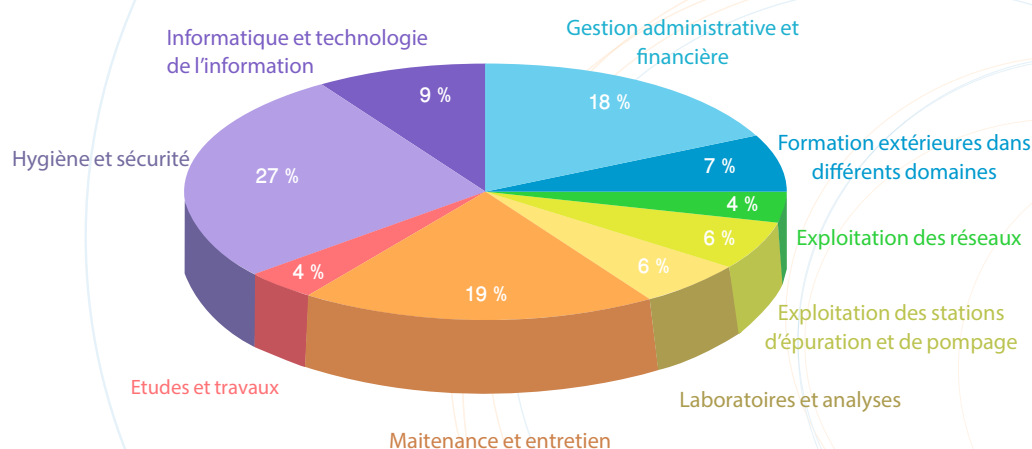
RENFORCEMENT DES CAPACITES

Dans le cadre de la réalisation du programme de formation pour l'année 2013, 174 cycles de formation ont été organisés, profitant à 1595 participants, répartis comme suit :

	Nbre total des agents	Nbre des agents formés en 2013
Cadre	484	678
Maitrise	841	510
Exécution	2968	407
Total général	4293	1595

	Nbre de participants	Nbre de cycles	Taux de participation pour chaque cycle
Formation Interne	1468	120	841
Formation externe	106	48	12
Formation en langue Anglaise	16	1	16
Magister en management	5	5	1
Total	1595	174	

REPARTITION DU TAUX DE PARTICIPATION SELON LES THEMES DE FORMATION EN 2013



L'année 2013 a enregistré à ce sujet le démarrage des deux circuits de formation, dont l'animation a été confiée à des formateurs de l'Office International de l'Eau (OIEau), au profit des exploitants des stations d'épuration et des techniciens de maintenance électrique, et ce, dans le cadre du programme de formation financé par la Facilité Euro-Méditerranéenne d'Investissement et de Partenariat (FEMIP).

Dans le cadre de la première étape du programme de formation organisé par l'Institut de Recherches pour la Gestion des Eaux et des Déchets (FiW) en Allemagne et consacré aux techniciens de l'exploitation et de la maintenance des stations d'épuration dans le domaine de la valorisation des gaz pour la production de l'énergie thermique et électrique dans les stations d'épuration, financé par la KfW ; 29 ingénieurs et cadres techniques ont bénéficié d'un stage de formation en Allemagne.

SYSTEME QUALITE

MISE EN PLACE DU SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ISO 14001 DANS LES STATIONS D'EPURATION :

Station d'épuration Choutrana II

Mise en place du système de gestion environnementale selon les normes ISO 14001 édition 2004 et obtention, le 11 avril 2013, du certificat de conformité au système de gestion environnementale.

Station d'épuration de Sud Méliane II

L'année 2013 a enregistré l'achèvement de la première étape relative à la mise en place du système de gestion environnementale ISO 14001 et de la deuxième étape relative au processus de certification et de suivi en vue de vérifier la conformité du système environnemental aux exigences de la normalisation ISO 14001. Le bureau de ratification « AFAQ/AFNOR » a été retenu pour effectuer l'audit externe du système de gestion environnementale.

Stations d'épuration de Kairouan et Station d'épuration de Djerba Aghir

L'Office a conclu une convention avec le Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis (CITET) afin d'adhérer au programme de coaching et d'entamer la première étape relative à la mise en place du système de gestion environnementale ISO 14001.

LA QUALITE DANS LE DOMAINE DES SERVICES

L'audit de suivi n°2 du système de qualité des services, mis en place au sein du service clients à l'Ariana, a été effectué en coordination avec l'Institut National de Normalisation et de Propriété Industrielle (INNORPI). Il a été ensuite procédé au maintien du certificat ISO 14001 édition 2008 en date du 04 juin 2013.

L'audit de suivi n°2 du système de qualité d'accueil dans le bureau des relations avec le citoyen a en outre été effectué en coordination avec l'INNORPI. Il a été ensuite procédé au maintien du label « MARHABA ». Les espaces d'accueil relevant de chaque direction régionale de l'Office ont par ailleurs été évalués. Un plan de travail a, de ce fait, été élaboré pour généraliser le système de qualité d'accueil « MARHABA » au sein de ces directions.



PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVE

Le secteur privé est actuellement associé entièrement dans les domaines des études et des travaux, et à 23 % dans le domaine de l'exploitation des ouvrages d'assainissement.

Etudes	100%
Travaux	100%
Exploitation	23%

Exploitation des ouvrages d'assainissement	2001	2007	2013
Réseaux (km)	410	1582	2810
Stations de pompage	6	67	133
Stations d'épuration	–	11	16

Le lancement de l'expérience de la participation du secteur privé date de l'année 1997 dans le cadre des marchés publics. Le taux de cette participation est actuellement de l'ordre de 23 %. Il a été décidé d'arrêter l'attribution des marchés publics en s'appuyant sur la décision de la haute commission des marchés publics, en vertu de sa correspondance en date du 04 juillet 2011 préconisant le recours aux concessions.

Eu égard aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cette décision, l'Office a élaboré un dossier qu'il a transmis au comité ministériel, réuni en date du 06 septembre 2013. Ce comité a pris la décision de proroger les conventions des marchés en cours à une date ne dépassant guère fin 2015, et de conclure des marchés publics pour les ouvrages difficiles à exploiter avec les moyens propres de l'Office, et ce, en attendant le parachèvement de l'élaboration des contrats des concessions d'exploitation.

En coopération avec la BIRD, un don de 900 mille dollars (mécanisme du financement arabe de l'infrastructure AFFI) a été mobilisé. Un bureau d'experts a été chargé d'élaborer les études et les appels d'offre nécessaires pour l'exploitation d'environ 50 % des ouvrages d'assainissement par voie de concessions d'exploitation.



COOPERATION INTERNATIONALE

L'année 2013 a été marquée à ce propos par l'affluence de plusieurs experts relevant des bailleurs de fonds étrangers, à l'instar de la KFW, la BIRD, l'AFD, la BEI, la BAD, la JICA, la BERD et autres ... dans le but d'évaluer et de suivre la mise en exécution des projets financés partiellement par ces institutions, et d'examiner les opportunités de conclure des conventions de financement de nouveaux projets.

L'année 2013 a ainsi été marquée par :

- La signature, en date du 12/02/2013, d'un accord de don avec la KFW d'un montant de 0,324 millions d'euros pour le financement d'une étude d'efficacité relative au programme d'efficacité énergétique dans les stations d'épuration.
- La conclusion, en date du 21 juin 2013, d'un accord de prêt avec la JICA d'un montant de 10,871 Milliards de Yens Japonais (soit l'équivalent de 213 MD) pour le financement du programme d'extension et de réhabilitation des ouvrages d'assainissement dans 10 gouvernorats . Ce programme comporte l'extension d'environ 395 km de canalisations , le raccordement de 38200 logements au réseau public d'assainissement, la réhabilitation de 267 km de canalisations et l'extension et la réhabilitation de 5 stations d'assainissement et 43 stations de pompage. Le cout total de ces actions est de l'ordre d'environ 283 MD.
- La signature, en date du 30/12/2013, d'un accord de prêt avec la KFW d'un montant de 7,5 millions d'euros pour le financement de la première étape de la première tranche du programme d'équipement des zones industrielles en stations d'épuration.
- La signature d'un guide de procédures relatif au projet d'assainissement des villes de Tala et Feriana, financé dans le cadre du programme Suisse d'appui à la transition en Tunisie, conclu en date du 22 juillet 2013. En vertu de ce programme, un don de 10,95 millions de francs suisses a été accordé à la Tunisie .
- Dans le cadre de la coopération avec la BEI, une convention de prêt souverain a été conclu le 19 décembre 2013 au profit de l'Etat Tunisien d'un montant de 40 millions d'euros pour financer le projet intégré d'amélioration de l'état environnemental dans la zone du lac de Bizerte. Ce montant devra être prêté aux entreprises publiques chargées de réaliser le projet, y compris l'Office National de l'Assainissement. Des pourparlers sont en cours avec la BERD qui est disposée à prendre part au financement de ce projet avec la BEI.





www.onas.nat.tn

Office National de l'Assainissement
32, Av. El Hedi Nwira - Tunis
Tél.: +216 71 343 200 - Fax : +216 71 350 411
E-mail : boc@onas.nat.tn